

Conclusions de la réunion conjointe DDHH-RRNN tenue à Vitoria-Gasteiz le 8 novembre 2025

Après avoir écouté divers rapports de situation sur le conflit en général, les violations des droits humains et le pillage des ressources sahraouies, chaque groupe de travail a réalisé une évaluation qui a ensuite été mise en commun. Le résultat de cette dernière est le suivant :

- Les deux groupes partent de la nécessité d'améliorer le suivi entre les EUCOCO, en particulier la communication et la coordination entre les personnes et groupes intéressés par l'un ou l'autre des deux thèmes, ou par les deux.
- Il est nécessaire de mettre à jour les listes de contacts et de désigner des personnes/organisations de référence pour chaque groupe. Dans le cas des Droits Humains, deux personnes ont déjà été proposées comme coordinateurs. Le groupe des Ressources Naturelles devra le faire après la réunion de Paris.
- La nécessité de travailler de manière coordonnée entre les deux groupes est soulignée, compte tenu de l'interaction entre les deux thèmes et de leur caractère stratégique pour le maintien ou la résolution du conflit. À cet égard, il est proposé de tenir au moins deux réunions conjointes et d'assurer ensemble un suivi étroit des processus du système onusien des droits humains et du CDHNU à Genève.
- Il est insisté sur la nécessité de définir certaines actions concrètes (2 ou 3 par an) pouvant être menées conjointement par l'ensemble des organisations de solidarité en Europe et dans le reste du monde, indépendamment du travail quotidien de chacune d'entre elles.
- Chaque groupe élaborera un plan de travail en fonction des domaines d'intervention spécifiques qu'il aura définis.

Pour le groupe des Droits Humains, les domaines proposés sont :

- **Coordination et suivi.** Création et maintien d'un groupe de diffusion et suivi du groupe de travail de Genève.
- **Campagnes de dénonciation.** Première campagne le 10 décembre, Journée internationale des droits humains, en adaptant le message proposé par le Haut-Commissariat à la réalité du Sahara Occidental. Soutien et assistance à la manifestation annuelle devant le CDHNU. Actions en faveur des personnes prisonnières, autour du 8 novembre.
- **Plaidoyer international.** Maintenir la pression sur le système des droits humains, les groupes et rapporteurs spéciaux, et en particulier sur le CICR, afin qu'il assume ses responsabilités dans le conflit. Proposition d'un programme conjoint de plaidoyer pour la session de juin du CDHNU.
- **Recherche.** Approfondir l'enquête sur les attaques de drones visant la population civile dans les territoires libérés. Élaborer et diffuser des rapports périodiques sur les violations des droits humains dans le cadre

du CDHNU. Mettre en place un système partagé de documentation. Documenter et dénoncer l'occupation démographique comme crime de guerre.

- **Soutien aux personnes détenues et disparues.** Soutien particulier aux familles des personnes emprisonnées. Soutien psychosocial à toutes les victimes de torture et de disparition forcée. Utilisation des ressources juridiques, telles que la loi sur la Mémoire Démocratique, pour obtenir vérité, justice et réparation pour les victimes.

Le groupe des Ressources Naturelles se concentrera sur les domaines suivants:

- **Agriculture** : en raison de son impact au niveau européen, campagne contre l'importation de tomates du SO :
« *N'achetez pas de tomates du Sahara Occidental. L'étiquetage est une fraude pour le consommateur et vous collaborez avec la politique coloniale de l'UE.* »
- **Pêche** : étant donné que l'industrie extractive est pratiquement aux mains du Maroc, identifier les marques et marques distributeur de conserves qui participent au pillage. Pour le Japon et l'Espagne, insister tout particulièrement sur la commercialisation du poulpe.
- **Phosphates** : campagne contre la principale importation de la Nouvelle-Zélande :
« *Les kiwis néo-zélandais sont arrosés de sang sahraoui.* » Dans certaines régions, également contre l'agneau néo-zélandais congelé.
- **Énergie** : dénonciation des multinationales Repsol et Galp, basées en Espagne et au Portugal.
- **Renouvelables** : ciblant la multinationale française NGIE :
« *Cette énergie n'est pas verte.* »